

ENFANTS ET JEUNES EN BIDONVILLES OU EN SQUATS : LE DROIT A L'ECOLE BAFOUE !

Paris, le 31 août 2016

80% des enfants d'âge scolaire vivant en squat/bidonville ne sont pas effectivement scolarisés. C'est le constat établi par le GIP Habitat et Interventions Sociales chargé de l'élaboration de diagnostics sociaux en amont de l'expulsion effective. Cet organisme a rencontré plus de 13 000 personnes entre fin 2012 et juillet 2015 en Ile-de-France. Depuis la création du Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education, nous alertons à chaque rentrée scolaire sur le nombre d'enfants qui, malgré une réglementation claire, sont exclus du système scolaire, en raison soit des expulsions de leurs familles des lieux de vie, soit pour des motifs fallacieux tels l'absence de justificatif de domicile.

La rentrée 2016 ne fait pas exception : ces enfants continuent à être privés de ce droit fondamental, sans que cela n'émeuve les autorités concernées. Ainsi, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et European Roma Rights Centre (ERRC) dénoncent que, durant le deuxième trimestre de l'année en cours, ce sont 932 personnes expulsées de force de 12 lieux de vie, sans quasiment aucune proposition d'hébergement. Puis, comme il fallait s'y attendre, ces expulsions ont continué pendant toute la période estivale : plus de 50 familles à Saint-Denis le 6 juillet (malgré une injonction de la CEDH de surseoir à exécution dans l'attente d'un examen attentif du respect des droits prévus par la Convention européenne de droits de l'Homme) ; 160 personnes à Goussainville le 20 juillet, 200 personnes à Saint Ouen, le 26 juillet ; 40 personnes à Montreuil, 400 personnes à Champs-sur-Marne et 250 personnes à Saint-Denis début août; 180 personnes à Saint-Denis 10 jours plus tard ; à Lyon plus d'une centaine de personnes, 70 personnes à Marseille... En tout, plus de 1700 personnes ont été expulsées cet été.

Cette situation concerne des enfants de tous âges: primaire, collège ou lycée. Cependant, la scolarisation des adolescent-e-s (âgés entre 12 et 18 ans), habitant ces lieux précaires est moins bien connue. Le CDERE a ainsi réalisé une enquête qui démontre que l'invisibilité de ces jeunes est révélatrice d'un système discriminatoire qui les exclut et amplifie la stigmatisation dont ils sont l'objet. Elle révèle que 85 sur 161 jeunes interrogés sur 34 bidonvilles et squats, soit plus de la moitié, ne vont pas à l'école au moment de l'enquête. Encore s'agit-il de lieux de vie où un suivi associatif permet de limiter les dégâts! On est très loin du taux de scolarisation national observé en France: 93% chez les jeunes de cette même tranche d'âge.

En publiant cette étude le 27 septembre prochain, le CDERE veut ainsi contribuer à la réflexion et l'action envers les jeunes. Il est temps que les institutions concernées cessent de nier leur existence. En cela, nous exigeons :

- que les maires procèdent aux recensements de tous les enfants en âge d'être scolarisés sur leurs communes sans distinction aucune ;
- que des circuits courts soient organisés pour l'inscription dans les collèges et lycées de telle sorte que les ados concernés ne soient pas contraints à attendre dans la rue.

Contacts presse:

Pablo Krasnopolsky - FERC-CGT - 06 33 53 62 21 Pierre Lafrance - RESF - 06 62 43 21 36

Les membres du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation – CDERE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms) – Aset 93 (Association d'Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – Aset 95 –Association Romeurope 94 – Association Solidarité Roms de Saint- Etienne - ATD-Quart monde - CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – CLIVE (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie 95 – Collectif Romeurope du Val Maubuée 77 – Collectif Roms de Montpellier – Collectif Romeurope 92 Sud – Collectif Romyvelines – DEI-France (Défense des Enfants – International) – Ecodrom – FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) – FERC-CGT (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) - Gisti - Hors la Rue - Intermèdes **Robinson** – **L'école au présent** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **RESF** (Réseau Education Sans Frontière) – Scolenfance – Secours Catholique (Caritas France) – SNPI-FSU (Syndicat national des personnels d'inspection) – SNUipp-FSU (Syndicat National Unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc-Fédération syndicale *unitaire*) – **Sud Education**

Ainsi que des militant-e-s en faveur des droits des enfants